L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 4 MAI 1886

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

ON demande—Des agents pour placer un article qui donne cent pour cent de profit. S'adresser au bureau de l'Abeille.
2mai—2f

A LOUER.

A LOUER—A Covington, l'élégant chalet, 9 appartements, situé sur les bords du lac Pontchartrain. Vue superbe. Bains froids et chauds. Ameublement neuf. On ne loue que pour la saison. S'adresser à M. Schreiber, sur les lieux, Jules Cahier.
1er mai—1f

A VENDRE.

Résidence d'été à vendre à Biloxi. S'adresser à O. Pontes ou à J. A. Bousquet, Biloxi, Miss. 2mai—3f

A vendre—Une agréable résidence à la Grande Ile, se composant de quatre chambres à coucher, salon, salle à manger, galerie devant et derrière. Cuisine, chambre de domestique. Four de campagne. Cabanon à bains. Pour tous renseignements s'adresser au No. 193 rue des Remparts. 22avril—15j

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Joseph Collins.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 17,577—Division K
Attendu que Mme Verve Joseph Collins a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration pour lui tenir des lettres d'administration pour lui tenir des lettres d'administration, comme la succession de feu Joseph Collins, décédé dans les dix jours de la présente date, à moins que personne ne vienne faire valoir ses droits à ladite succession de ladite succession, auquel cas il sera procédé à l'audition de la dite petition.
Par ordre de la Cour,
W. J. MCGEEHAN, Greffier.
25avril—25-29—4mai.

AVIS DE SUCCESSION.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.
Veuve P. Pavia vs. ses créanciers—No 17,476.
Ordre de la Cour—Que la cession des biens de la pétitionnaire Veuve P. Pavia soit et est par la présente acceptée par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Benjamin Dreyfous, notaire en cette ville, le JEUDI, le dixième jour de mai 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite Veuve P. Pavia soient suspendues, et que E. J. Merel, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.
Nouvelle-Orléans, 2 avril 1886.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
3avril—3f au 6mai

AVIS LÉGAUX.

Avis.

Avis est par le présent donné par les soussignés qu'ils se proposent de s'adresser à la Législature pour être autorisés à instituer un procès contre l'Etat.
HONNOR & BENEDICT.
25 avril—4 f en 30 j En liquidation.

Avis.

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'il sera présenté à la Législature de l'Etat de la Louisiane, à sa session de 1886, un acte en faveur d'Emile Lauche et de ses associés, pour accorder une charte ou privilège de Loterie avec tous les pouvoirs qui s'y rattachent ou en dérivent, et qui ne violent aucun article de la Constitution, sous le nom social du *Southern Lottery Company of Louisiana*. Leur capital sera de cinq cent balle piastres et leur charte restera en vigueur jusqu'en 1895, à moins qu'elle ne soit révoquée plus tôt, à une élection générale d'Etat, ou par une loi de la Législature dans l'intervalle.
Le privilège sollicité sera soumis à telles Incences maintenant fixées par les lois relatives à la Loterie.
EMILE LAUCHNER.
Employé autrefois à la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane.
21 avril—30f

Avis.

Avis est par le présent donné qu'il sera présenté à la Législature d'Etat, à sa session actuelle, un bill pour faire rembourser par le Trésor d'Etat de l'argent qui appartient aux héritiers de James Ogilvie.
JOHN MCDOUGALL,
Agent
18 avril—4 mai 30j

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour prendre une section spéciale de la ville de la Nouvelle-Orléans, conformément aux dispositions de l'article 209 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, en vue de prélever une taxe de 2 1/2 mills par plastre pendant quarante ans, sur les propriétés, à la Nouvelle-Orléans, dans le but de drainer et de payer la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour pourvoir à la perception de la dite taxe et à autoriser à la New Orleans Draining and Paving Association.
Nlle-Orléans, 16 avril 1886.
16avril—1f p. sem. pen. 30j

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour amender et décréter à nouveau la Section 2 de l'acte intitulé "Un acte pour incorporer la Ville de la Nouvelle-Orléans et pour pourvoir au gouvernement de l'Incorporation de ses dettes; pour rappeler tous les actes contraires à ses stipulations, approuvé le 23 juin 1845.
Et pour amender et décréter à nouveau la Section 26 du dit acte, et pour rappeler les Section 27 et 28 du dit acte.
Le but et la portée du dit acte qui sera présenté à la législature, est de soustraire au contrôle des autorités municipales du Conseil et des officiers municipaux de la dite ville, le drainage et le pavage de la Ville de la Nouvelle-Orléans, et de donner au pouvoir et désolcher la Ville de la Nouvelle-Orléans.
Nouvelle-Orléans, 16 avril 1886.
16avril—1f par sem 30 jours

Avis.

A tous ceux que cela peut concerner :
—Avis est par le présent donné de l'intention de présenter à l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, à sa prochaine session, devant être tenue sur la ville de Baton Rouge, en l'année 1886, un projet de loi pour prévenir et interdire, dans le parc des cagnes et jeux de hasard de prix discriminatoire dans leur tarif de frêt et de passage entre les différentes parties de cet Etat.
Nlle-Orléans, 13 avril, 1886.
15 avril—15.17.24—1.8. mai

Avis.

CONFORMÉMENT à l'Article 48 de la Constitution 1879, avis est donné qu'il sera présenté, à l'Assemblée générale de cet Etat, à sa session de 1886, un bill pour allouer une certaine somme d'argent afin de satisfaire le jugement rendu en faveur du demandeur, pour douze-cent-cinquante piastres, avec intérêt légal de mars 1867 jusqu'à paiement, ainsi que les frais, dans l'affaire de James W. McCracken vs l'Etat de la Louisiane. No 10 034, du Dossier de la Sixième Cour de District pour la paroisse d'Orléans.
10 avril—10.17.24—mai 1er et 8.

L. S. L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE E,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle - Orléans, Lne.,

MARDI, 11 MAI 1886.

GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE, ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.

GROS LOT

$75.000

1,967 Lots, montant en tout à

$265,500.

Le tirage commencera positivement

A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de ...	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de ...	25,000,.....	25,000
1 Lot de ...	10,000,.....	10,000
1 Lot de ...	5,000,.....	5,000
3 Lots de ...	2,000,.....	10,000
10 Lots de ...	1,000,.....	10,000
20 Lots de ...	500,.....	10,000
40 Lots de ...	300,.....	20,000
100 Lots de ...	100,.....	30,000
500 Lots de ...	50,.....	25,000
1,000 Lots de ...	25,.....	25,000

PRIX D'APPROXIMATION :

9	Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit		6,750
9	Lots d'approximation de $500 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $25,000, soit		4,500
9	Lots d'approximation de $220 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit		2,250
1,967 Lots se montant à			$265,500

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, a en donnera honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de tous les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

Billet entier, $5 ; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE

loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressée qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.
Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.
Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.
Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
P.O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire mandats sur la poste (money orders payables à
New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

ANNONCES JUDICIAIRES

MONITION

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA PAROISSE D'ORLEANS.

L'ETAT DE LA LOUISIANE, à tous ceux sous les yeux desquels la présent sera tombera:
Attendu que Henri Samory a acquis l'ancêtre publique dont la crée a été faite par SPEAR & ESCOFFIER, Placide J. Spear, encanteur, pour la paroisse d'Orléans, le 8me jour du mois d'Août 1885, en vertu d'un arrêt de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, District A, rendu et signé le 30 Juin 1885, dans l'affaire de E. H. Samory vs Claude P. Samory et autres, No 14,351 de son dossier, les propriétés ci-après décrites, à demandé cette Cour de lancer une admonestation ou de publier un avis conformément aux sections 2370, 2371, 2372 et 2373 de l'acte No 95, approuvé le 16 Mars 1870, et communément connu des statuts révisés de la Louisiane.
Qu'il soit donc en par tous ceux ici intéressés, qu'ils sont cités et avisés, au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, qui peuvent faire valoir un droit, un titre à une réclamation contre les propriétés ci-après décrites, par suite d'une hypothèque dans l'ordre, le décret ou le jugement de la cour, ou ordonnant la vente ou par suite d'une irrégularité ou illégalité dans l'évaluation des propriétés ou les annonces relatives à l'époque ou à la façon dont a été faite l'adjudication, ou par suite de défauts quelconques, de faire une opposition, dans les trente jours qui suivront cette date de la première publication de cette admonestation dans le journal public de la ville dans lequelle la vente ne doit pas être confirmée et homologuée. A la dite vente des propriétés ici décrites, M. Henri Samory, acquéreur, a donné rendez-vous, au prix et pour la somme de neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-sept dollars cinquante sous (9297.50).
Description des propriétés :
1° Les deux tiers indivis d'un certain terrain, avec les bâtisses qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, dans le carré d'llet No 671, borné par les rues Euphrosine, Calliope et Random et l'avenue Hagan, mesurant 4 pieds de front sur la rue Euphrosine sur cent deux pieds, neuf pouces et quatre lignes rues Euphrosine et Calliope; deux cent soixante-neuf pieds, huit pouces et quatre lignes de profondeur entre lignes parallèles, et deux cent soixante-neuf pieds, huit pouces avenue Hagan. Etant le même immeuble acquis en nom de Jeanne Kemp, femme du dit Sheriff de la paroisse d'Orléans ainsi qu'en fait foi un acte enregistré en nom de Jeanne Kemp, femme de Sheriff de la paroisse d'Orléans ainsi qu'en fait foi un acte enregistré en nom de Jeanne Kemp, femme du